

Francoprovençal et occitan en Rhône-Alpes : état des lieux et perspectives

Jean-Baptiste Martin

La Savoie est, pour la partie française, la région où le francoprovençal est le plus vivant et le plus à l'honneur. La récente enquête que Michel Bert et James Costa ont conduite pour la Région Rhône-Alpes et dont je parlerai plus tard le montre clairement. Notre rassemblement ici en Savoie n'en prend que plus de valeur. Mais cette enquête a démontré que le francoprovençal connaît une certaine vitalité en Bresse et qu'ailleurs il y a, sinon un renouveau, du moins des tentatives importantes et souvent couronnées de succès pour le maintenir et le faire revivre. On se souvient du rassemblement à Saint-Symphorien-sur-Coise dans les monts du Lyonnais il y a deux ans où l'association présidée par Claude Longre fait un travail remarquable.

Si le francoprovençal est aujourd'hui menacé, cela tient, non pas à sa nature, mais à l'histoire. En France, le francoprovençal est resté la langue du peuple jusqu'au début du xx^e siècle, époque où il a peu à peu cédé la place au français. Il faut cependant préciser que le français était déjà utilisé depuis longtemps par les classes supérieures et dans les écrits administratifs. À Lyon, par exemple, le prestige du français s'est fait sentir très tôt, dès le xii^e siècle, et dès la fin du Moyen Age, cette ville a délaissé à l'écrit sa langue vernaculaire, le francoprovençal, au profit de la langue du Roi, le français. À l'époque de la Révolution, le français avait déjà, à l'oral, remplacé le francoprovençal dans les rues de Lyon, mais ce français contenait beaucoup de dialectalismes. Lorsque Lyon qui constituait le principal centre-directeur du francoprovençal a abandonné cette langue, celle-ci s'est trouvée privée de véritable centre-directeur, car aucune autre ville ne prit le relais. Cela s'est traduit par un foisonnement des évolutions et une grande fragmentation que n'ont fait qu'amplifier la géographie tourmentée et le manque d'unité sur le plan historique des régions qui constituaient cet ensemble. En Savoie, région française depuis un siècle et demi, la pénétration du français fut également très précoce, car la Maison de Savoie fit adopter le français par sa chancellerie au xiv^e siècle et l'aristocratie et l'église l'utilisèrent dès le siècle suivant. C'est d'ailleurs un Savoyard, Claude Fabre, plus connu sous le nom de Vaugelas (1595-1650), qui fut le principal artisan de la première édition du *Dictionnaire de l'Académie française* et qui institua la notion de "bon usage". Pour la Suisse Romande, les spécialistes estiment que le français a commencé à se substituer aux patois à partir du xvii^e siècle. La situation actuelle des parlars francoprovençaux n'y est pas meilleure que dans la partie française contiguë.

La situation des patois est nettement plus favorable au Val d'Aoste. Il est vrai qu'au Val d'Aoste, les autorités politiques régionales et l'école ont encouragé l'apprentissage ou l'emploi du patois pendant que chez nous l'école passait son temps à le faire disparaître.

L'histoire du francoprovençal commença avec la latinisation du domaine après la fondation de Lugdunum en 43 avant Jésus-Christ¹. Cette latinisation s'est faite en deux temps : il y eut d'abord une latinisation avec un latin assez pur, comme ce fut le cas dans le sud pour la Narbonnaise (c'est ce qui explique l'existence de beaucoup de points communs avec l'occitan); il y eut ensuite une latinisation avec un latin plus populaire, lorsque de Lugdunum, la capitale des Gaules, fut entreprise la conquête de la Gaule du Nord (c'est ce qui explique l'existence de nombreux traits communs avec la langue d'oïl). Pierre Gardette, un de nos grands maîtres, a insisté sur l'importance des deux routes qui reliaient Lugdunum à Augusta Prætoria (Aoste en Italie) puis à Rome dans la diffusion du latin : l'une de ces routes passait au nord du Léman et franchissait le Grand-Saint-Bernard, l'autre passait plus au sud par le Petit-Saint-Bernard. Le domaine francoprovençal correspond bien à ces routes puisqu'il constitue une ellipse dont les foyers sont Lyon et Genève. Comme cette aire n'a pas connu une influence germanique comparable à celle qui s'est exercée sur l'aire du nord correspondant au domaine d'oïl, le francoprovençal est resté plus proche du latin que le français. Il a, par exemple, conservé les voyelles atones finales qu'a perdues le français, mais qu'ont conservées toutes les autres langues romanes : par exemple le francoprovençal dit *porta* (en 2 syllabes) alors que le français dit *porte* (en une seule syllabe). Il conserve donc la mélodie paroxytonique du latin et, sur ce point, il s'apparente à son voisin du sud, l'occitan. Il s'en distingue cependant en transformant le A atone final, comme d'ailleurs le A tonique, en *i* ou *é*. Alors que le mot latin FILIA a donné *filha* en occitan, il a donné *filli* ou *fillé* en francoprovençal. Le francoprovençal est cependant plus proche du français que de l'occitan. Il a en effet connu beaucoup d'évolutions qui ont façonné le français et ont rendu cette langue bien différente des autres langues romanes ; c'est le cas, par exemple, pour la perte de certaines consonnes intervocaliques : le latin VITA a donné *vie* en français, *vya* en francoprovençal, mais *vida* en occitan (le mot latin qui compte deux syllabes a donné un mot de deux syllabes en occitan, mais un mot d'une seule syllabe en francoprovençal). Comme le français n'a pas cessé d'évoluer et d'innover, alors que le francoprovençal est resté plus stable, sur certains points le francoprovençal est plus proche de l'ancien français que le français lui-même. C'est ce qui a permis à Gaston Tuaillon, qui est, lui aussi, un de nos grands maîtres, de définir le francoprovençal comme « du protofrançais resté à l'abri de certaines innovations septentrionales ».

Il est bien difficile de dire combien de personnes parlent encore le francoprovençal, notamment en France. L'enquête conduite par Michel Bert

Le domaine francoprovençal



et James Costa qui porte sur les langues de Rhône-Alpes (le francoprovençal et l'occitan vivaro-alpin) prouve qu'environ 1% de la population (soit près de 60000 personnes) parle l'une des deux langues rhônalpines. Dans l'ensemble de l'aire francoprovençale (France, Italie, Suisse) certainement moins de 200000 personnes peuvent être qualifiées de "bons locuteurs". Mais que veut dire "bon locuteur" à une époque où les échanges en francoprovençal disparaissent de la sphère publique et se raréfient dans le domaine privé ?

Si le taux de pratique diminue et se cantonne de plus en plus dans des usages familiaux ou amicaux, il reste encore des possibilités, il y a encore quelques ressources.

L'enquête conduite récemment souligne l'importance des locuteurs "invisibles" qui ne veulent pas qu'on sache qu'ils parlent ou connaissent leur "patois". Ils gardent encore les stigmates de l'école de leur jeunesse qui les punissait et les ridiculisait lorsqu'ils s'exprimaient dans leur langue maternelle.

Il y a aussi les locuteurs "latents" qui n'ont plus d'occasion de parler leur langue régionale mais qui pourraient la parler s'ils rencontraient d'autres locuteurs. J'ai, par exemple, appris que ma voisine de campagne connaissait le patois local francoprovençal et était tout à fait capable de le parler, plus de 20 ans après avoir fait sa connaissance. Il est vrai que pendant ces 20 années comme pendant les 30 précédentes elle n'avait jamais employé une seule fois le patois.



Bourg-Saint-Maurice, 12 et 13 septembre 2009, Fête interrégionale des patois

(photo Alexis Bétémps)

Il y a aussi les néo-locuteurs qui, par une démarche volontariste, acquièrent la langue hors du contexte familial, soit à l'école, soit dans le cadre d'associations.

Il ne faut cependant pas se raconter d'histoires, se bercer d'illusions : le francoprovençal connaît un déclin avancé et, si une action énergique de revitalisation n'est pas conduite rapidement, c'est un patrimoine important qui risque de disparaître dans les prochaines décennies, car il n'y a pratiquement plus de transmission familiale. J'ai parlé de patrimoine important, car la langue francoprovençale, comme ses sœurs gallo-romanes, l'occitan et la langue d'oïl, est l'héritage linguistique formé par toutes les générations qui se sont succédé depuis la latinisation de la Gaule.

Dès lors, si l'on ne veut pas qu'un patrimoine qui remonte à près de 2000 ans ne disparaisse complètement avec la mort des derniers locuteurs actuels, il faut entreprendre des actions énergiques de sauvegarde. Si nous ne voulons pas assister à la fin très proche de la langue qui a été forgée par plus de soixante générations qui se sont succédé sur ce sol depuis que le latin a progressivement remplacé le gaulois, il faut commencer par remettre à l'honneur ces parlers que plusieurs générations d'instituteurs se sont efforcés de faire disparaître. La République dont ils étaient les hussards croyait que l'apprentissage du français et l'unité de la nation exigeaient la disparition des langues régionales. La situation actuelle nous montre que c'était une erreur puisque aujourd'hui les jeunes Français ne parlent plus patois et pourtant beaucoup ont un maniement du français plus qu'approximatif, et je ne parle pas du français écrit. Toutes les études scientifiques montrent les vertus du bilinguisme ou du trilinguisme dans l'apprentissage scolaire. Nos amis Valdôtains sont bien placés pour le savoir.

La région Rhône-Alpes a décidé en juillet dernier dans un vote solennel de soutenir ses deux langues régionales (le francoprovençal et l'occitan parlé dans le sud de la région). C'est là une très heureuse initiative.

Le rapport préparé à la demande de la Région préconise un certain nombre d'actions susceptibles d'améliorer la situation actuelle et de revitaliser ces langues. Ces mesures, qui s'inspirent de ce qui se fait ailleurs (en France, en Europe ou dans le monde) pour soutenir les langues en danger, concernent différents secteurs.

Il faut améliorer ce qui se fait déjà et prendre des mesures nouvelles, notamment sur le plan de l'enseignement, depuis l'école jusqu'au lycée et à l'université. Il faut arriver à obtenir, d'une façon ou d'une autre, la reconnaissance du francoprovençal par le Ministère de l'Éducation Nationale. Il est pour le moins paradoxal que ce Ministère ne soit pas du tout sur la même longueur d'onde sur ce sujet que le Ministère de la Culture. Il faut développer les travaux universitaires pour mieux documenter ces langues et fournir les outils nécessaires pour conduire les actions indispensables de revitalisation. Il faut rendre la langue plus visible en mettant en place, mais sur la base du volontariat, une signalisation bilingue et un label

de qualité du type “òc par l’occitan” qui existe dans le sud. Il faut multiplier les sites d’information dans les bulletins et les organes officiels. Il faut encourager la création en langues régionales, développer l’édition et la présence dans les médias, mener une action importante en lien avec les musées et les parcs régionaux, par des expositions en particulier. Beaucoup de mesures peuvent avoir une incidence sur le plan économique, par exemple en valorisant les produits du terroir et les spécificités rhônalpines. Elles peuvent aussi avoir des effets bénéfiques sur les relations intergénérationnelles en rapprochant grands-parents et petits-enfants. Le détail des mesures proposées peut être consulté sur le site de la Région Rhône-Alpes qui a mis en ligne l’excellent rapport préparé par Michel Bert et James Costa dans le cadre de l’institut Pierre Gardette (Université catholique de Lyon) avec la collaboration de l’institut National de Recherche Pédagogique, des laboratoires CNRS et Lyon 2 (ICAR et DDL) et du Centre de dialectologie de Grenoble 3.

Je voudrais, pour finir, mettre un coup de projecteur particulier sur deux actions auxquelles les associations et les groupes que vous représentez peuvent participer activement.

Une de ces actions ne peut d’ailleurs pas être conduite sans les acteurs locaux et elle doit être mise en place rapidement pour produire tous ses effets. Il s’agit du relevé exhaustif de tous les noms de lieux qui ont été employés dans les villes ou villages, en français et surtout en langue régionale. La collecte de



Bourg-Saint-Maurice, 12 et 13 septembre 2009, Fête interrégionale des patois

(photo Alexis Bétémps)

tous les toponymes (en particulier les micro-toponymes, par exemple les noms de parcelles) permettrait de recueillir des noms ne figurant sur aucun cadastre et de savoir comment doivent se prononcer ceux qui figurent sur les cadastres. Certains ont souvent été mal graphiés parce que les formes dialectales anciennes n'ont pas été comprises. Ainsi à Pélussin (Loire), *La Fonderie* est une transcription erronée du francoprovençal *La font deri* « la fontaine derrière » (information d'un patoisant connaissant bien ce lieu où il n'y a pas eu de fonderie). Il s'agit d'un chantier important et urgent car, en cette période de forte mutation, y compris dans le monde rural, les anciens noms de lieux risquent de disparaître avec les derniers agriculteurs traditionnels patoisants. Ces toponymes pourraient être repris pour la dénomination de quartiers ou de places ou de rues.

L'autre action à entreprendre est une campagne de sensibilisation à la langue et de valorisation des locuteurs qui la parlent. Cette action, vous avez d'ailleurs commencé à la mener et ce rassemblement en est un bel exemple. Vous avez tous remarqué qu'il y a encore chez certains, sinon de l'hostilité, au moins de la méfiance, pour nos langues régionales qu'ils rattachent au passé et au monde paysan traditionnel. On retrouve chez beaucoup les clichés colportés il y a un siècle par l'école : langue de barbares, d'illettrés, ou encore langue incapable de traduire la modernité et d'apporter la promotion. Cette piètre image de la langue, on la rencontre même souvent chez les meilleurs locuteurs. On la retrouve notamment chez les locuteurs que l'on qualifie d'invisibles car ils refusent de s'exprimer en francoprovençal ou en occitan et ne disent pas qu'ils connaissent ces langues. Ces personnes, comme je l'ai déjà dit, ont souvent souffert dans leur jeunesse des punitions ou des humiliations qui leur ont été infligées par des instituteurs zélés et ils sont incapables de remettre en cause ces contrevérités. Ils n'ont pas su déchirer le voile de mépris à la fois stupide et injuste que l'école a jeté sur leur langue maternelle.

Le plus important pour éviter le déclin inexorable de nos langues est sans doute de rendre une certaine fierté aux locuteurs traditionnels qui ont souvent été méprisés à cause de l'emploi qu'ils faisaient de leur langue maternelle. C'est un point important car, comme il est dit en conclusion du rapport remis à la Région Rhône-Alpes, s'ils retrouvaient cette fierté, ils feraient plus volontiers partager leurs connaissances aux nouvelles générations.

Toutes les mesures proposées dans le rapport (beaucoup seront progressivement mises en œuvre) devraient contribuer à sensibiliser tous les Rhônalpins à leur patrimoine linguistique. Toutes les fois qu'une langue meurt, c'est une partie importante de l'identité, de la couleur et de la saveur d'un terroir qui disparaît. C'est aussi l'humanité tout entière qui s'appauvrit, car chaque langue représente une façon particulière de lire le monde et d'exprimer la pensée. Notre action en faveur des langues régionales va être renforcée par le soutien affirmé de la Région



**Bourg-Saint-Maurice, 12 et 13 septembre 2009,
Fête interrégionale des patois**

(photo Alexis Bétemps)

Rhône-Alpes. Mais vu l'urgence imposée par la situation actuelle, notre action doit être amplifiée. Avec force, détermination, conviction, mais sans agressivité, sans provocation, faisons, chacun à notre place, avancer la cause de nos langues régionales. La situation est difficile mais n'est pas complètement désespérée. Nous avons une responsabilité particulière devant l'histoire. Dans 15 ou 20 ans nous devrions voir les premiers résultats positifs de nos actions.

NOTES

Communication prononcée par Jean-Baptiste Martin, Professeur Émérite de l'Université Lumière-Lyon 2 et Conseiller scientifique pour les langues régionales de la Région Rhône-Alpes, lors du colloque organisé par l'Association des Enseignants de savoyard - francoprovençal dans le cadre de la Fête Internationale du Francoprovençal, le 12 septembre 2009 à Séez.

¹ La romanisation de la partie orientale du francoprovençal se fit sans doute à partir du Valais après la prise de Martigny et l'installation des Romains dans la Vallis Pœnina.